

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2007)
Heft: [2]: Histoire militaire

Artikel: Le Liban en danger de guerre et de... paix
Autor: Sayegh, Raymond
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346804>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Les infrastructures ont été les premières cibles de l'aviation israélienne, comme l'autoroute qui mène à l'aéroport au sud de Beyrouth.

Le Liban en danger de guerre et de... paix

Prof. Dr Raymond Sayegh

Docteur d'Etat français et professeur de sciences politiques

On parle souvent du Liban et pourtant il reste encore insaisissable. En effet, comment comprendre un pays qui abrite dix-sept communautés religieuses sur une superficie équivalente à un département français, qui se trouve au cœur du conflit israélo-palestinien (environ 400 000 réfugiés palestiniens au Liban sur une population d'environ 4 millions d'habitants), à l'intersection des conflits régionaux, et objet des enjeux internationaux ?

Ma chance a été d'enseigner dans une université à Beyrouth. L'amphithéâtre était un véritable microcosme ethno-religieux, où les choix vestimentaires n'attiraient plus le regard : le voile dit islamique et mini-jupe se côtoient. Tout ceci au son des cloches d'église et de l'appel des muezzins à la prière. Sans doute y a-t-il une part de mystère dans la spiritualité de ce pays, comme dans la compréhension de son économie. Les Libanais aiment à rappeler la conclusion d'un rapport d'expert français : « Je ne sais pas comment marche votre économie, mais continuez » !

Une histoire énorme sur une géographie réduite

L'histoire de ce pays ressemble à des strates géologiques qui s'amoncellent. En remontant plusieurs millénaires, on note la présence amorrite et cananéenne, avant l'installation d'un empire égyptien, assyrien puis babylonien. Puis les empires perse, grec et enfin romain laisseront leurs empreintes, avant que Byzance ne règne du IV^e siècle au XI^e siècle sur la région. Après deux siècles de croisade latine, l'empire byzantin tombe au XV^e siècle aux mains des Ottomans qui occupent la région jusqu'en 1917. C'est la période des tractations. Les accords Sykes-Picot de 1916 portent sur le partage des zones d'influence. La Société des Nations (SDN) accorde en 1920 des mandats aux « partenaires-rivaux » franco-britanniques. La France reçoit en charge la Syrie et le Liban ; la Grande-Bretagne la Palestine, l'Egypte, l'Irak et la Transjordanie. En 1943, le Liban devient indépendant. La constitution

libanaise de 1926 est expurgée des articles relatifs au mandat et le Pacte national de 1943, accord oral entre les communautés, pose les jalons du régime parlementaire pluriconfessionnel : le président de la république sera chrétien (maronite), le premier ministre musulman (sunnite) et le président du parlement musulman (chiïte). De plus, l'entente est scellée autour d'un double refus : les chrétiens renonçant à la protection française et les musulmans au projet de « Grande Syrie ». Le Liban devient membre fondateur en 1945, respectivement de l'ONU et de la Ligue arabe.

Guerre « civile » ou guerre « des autres » au Liban ?

Depuis l'indépendance, ce pays est le parfait exemple géopolitique de l'influence des acteurs extérieurs sur la politique interne. Enjeu de ses voisins limitrophes, miné de l'intérieur par ses problèmes spécifiques, paralysé par une présence armée palestinienne intempestive en lutte au sud du pays contre Israël, le Liban a dû, faute de pouvoir réagir, constater que son territoire devenait le lieu géométrique de tous les conflits régionaux, s'imbriquant les uns les autres et prenant appui sur des groupuscules communautaires et politico-militaires (formation de milices).

Les dix-sept communautés religieuses du Liban		
Musulmans	Chrétiens catholiques	Chrétiens non-catholiques
Sunnites Chiïtes Druzes Alaouites	Maronites Melkites (grecs-catholiques) Arméniens catholiques Syriaques catholiques Latins Chaldéens Coptes	Grecs-orthodoxes Arméniens orthodoxes Protestants Syriaques monophysites Assyriens Coptes orthodoxes

NB : Les Musulmans représentent environ 60 % et les Chrétiens 40 % d'une population totale de 4,2 millions d'habitants, pour une superficie de 10 452 km². Les juifs libanais ont émigré en Israël à partir de 1948.

Le dynamisme des médias

Beyrouth reste la place publique du monde arabe grâce notamment à la vitalité des médias.

13 quotidiens : 11 en arabe, 2 en français, 1 en anglais.
1 500 périodiques.
20 chaînes de télévision dans le Grand-Beyrouth.
20 autres dans le reste du pays.

Témoin les tensions : socialisme et libéralisme, libanisme et arabisme, heurts inter-palestiniens, rivalités syro-irakiennes (les deux ailes ennemies du baasisme), syro-saoudiennes (socialisme arabe et conservatisme), syro-égyptiennes (pour le *leadership* du monde arabe), affrontements syro-israéliens, arabo-israéliens, exodes répétés des Palestiniens vers le Liban, guerre irako-iranienne. Tous ces événements ont marqué le Liban de manière indélébile.

Cinq ans après l'indépendance éclate la guerre israélo-arabe de 1948, entraînant un exode palestinien vers ce pays. En 1958, les Etats-Unis interviennent à la demande du président libanais Chamoun à cause des combats entre partisans et adversaires du panarabisme. La nouvelle guerre israélo-arabe de 1967 produit un nouvel exode palestinien vers le Liban. Un raid de l'aviation israélienne en 1968 détruit la flotte aérienne civile (MEA) à l'aéroport international de Beyrouth. En 1970, des combats entre Palestiniens et l'armée jordanienne provoquent un nouvel exode palestinien de Jordanie en direction du Liban. On parle de « septembre noir ». En 1973, l'armée libanaise et des groupuscules palestiniens s'affrontent. Une opération israélienne a lieu à Beyrouth, tuant trois *leaders* palestiniens. En 1975, c'est le début de la guerre dite civile entre Palestiniens et milices chrétiennes. Dans sa lutte contre Israël, l'OLP devient au Liban un Etat dans l'Etat. Un clivage s'opère entre la gauche libanaise et les musulmans (Mouvement national libanais) et les Palestiniens, d'une part, et le Front libanais rassemblant les milices chrétiennes, d'autre part.

A la demande des partis chrétiens, les troupes syriennes interviennent au Liban en 1976. Deux ans après, Israël envahit le Sud-Liban (opération LITANI). Le Conseil de sécurité de l'ONU exige d'Israël « de retirer sans délai ses forces de tout le territoire libanais »¹.

L'ONU déploie la FINUL au sud du pays. Cette région vit sous l'occupation israélienne durant 22 ans. En 1982, l'armée israélienne avec Ariel Sharon occupe Beyrouth (opération PAIX EN GALILEE). L'OLP, Yasser Arafat et ses combattants, évacuent le Liban sous la protection de la Force multinationale pour un exil à Tunis. L'assassinat du président élu Béchir Gémayel et les massacres dans les camps de Sabra et Chatila ponctuent les semaines de septembre 1982. Son frère, Amine Gémayel, est élu à la présidence de la république. En 1983 et l'année suivante, les milices libanaises reprennent les combats. C'est le borbier. Les Marines américains quittent le Liban avec les contingents britannique et italien. La résistance qui vient de naître avec le Hezbollah, milice libanaise musulmane

chiite, s'accroît contre les Israéliens qui se cantonnent au Sud-Liban où une armée supplétive de Tsahal est constituée sous les ordres du général libanais Lahad. En 1987, l'armée syrienne revient à Beyrouth qu'elle avait abandonnée lors de l'entrée des troupes israéliennes.

En 1989, les Accords de Taëf en Arabie saoudite mettent fin à la guerre civile. Les pouvoirs sont équilibrés (parité entre députés chrétiens et musulmans) et l'armée syrienne se retirera du Liban, le moment venu, à la demande du gouvernement libanais. La tutelle syrienne sera constante pour empêcher une telle démarche. En 2000, l'armée israélienne quitte le Sud-Liban en conservant les fermes de Chebaa - objet de contentieux à l'ONU jusqu'à ce que l'ONU déclare récemment qu'elles sont la propriété du Liban².

Le président libanais, Emile Lahoud, est reconduit en 2004 pour trois ans sous la pression de Damas. L'opposition nationale s'enhardit et affiche ouvertement son hostilité à la mainmise syrienne au Liban. Deux groupes se forment avec le même état d'esprit : celui de Kornet Chehwan, formé des grands *leaders* chrétiens et le groupe du Bristol, regroupant les *leaders* sunnites, druzes et certains chiites.

En février 2005, le premier ministre Rafic Hariri, sunnite, est assassiné. Un vent de révolte populaire, mais pacifique, à la présence syrienne souffle sur le pays et entraîne la démission du gouvernement pro-syrien d'Omar Karamé. Entre-temps Français et Américains parrainent une résolution du Conseil de sécurité³.

Celle-ci, en appuyant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance du Liban, « demande instamment à toutes les forces étrangères qui y sont encore de se retirer du Liban », ainsi que la dissolution et le désarmement de « toutes les milices libanaises et non libanaises ». Le Hezbollah est visé en première ligne et dénonce l'ingérence étrangère. Mais les Israéliens continuent d'occuper les fermes de Chebaa au Liban, ce qui justifie encore l'activisme du Hezbollah. Pour l'heure, ce mouvement a démontré, par un nombre impressionnant de drapeaux libanais lors d'une manifestation monstre, son attachement au Liban. C'est une composante importante dans le paysage politique libanais et régional.

Un pays victime de sa géopolitique

En dépit de la guerre (1975-1990) dont l'objectif principal était, à mon sens, d'atomiser le Liban en Etats micro-confessionnels, l'unité territoriale a toujours prévalu malgré les sanctuaires communautaires qui ont servi de refuge⁴.

Les répercussions des conflits régionaux sur le devenir du

² Les fermes de Chébaa sont un hameau de 14 fermes, sur les pentes ouest du Mont Hermon, à proximité de la frontière entre le Liban, la Syrie et Israël, à une altitude allant jusqu'à environ 1900 m, d'où son intérêt stratégique. Cette région est riche en eau et a été occupée par Israël au cours de la guerre de 1967. Selon ce pays, ces fermes font partie du Golan qu'Israël a occupé puis annexé. La décision de l'ONU est tombée : Israël doit évacuer les fermes de Chebaa... cette portion de territoire appartient au Liban et non à la Syrie. « L'ONU demande à l'Etat hébreu d'évacuer les Fermes de Chebaa », *Le Figaro* du 12 juillet 2007.

³ Résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU du 2 septembre 2004.

⁴ Raymond Sayegh. *Les conflits dans les zones de crise. Le Proche-Orient et le Liban*. Ed. Delval, Suisse, 1986.

¹ Résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU du 19 mars 1978.

Liban sont flagrantes. «C'est au Liban que... se trouvent encore...toutes les parties au conflit, et que s'affrontent directement ou par Libanais, Palestiniens, Israéliens interposés... les forces régionales et internationales... »⁵. Cependant, d'aucuns se mettent à rêver à une véritable paix régionale, se basant sur certains indices et une volonté internationale. Mais quelle paix ? En faveur de qui et surtout... contre qui ? Ne nous leurrions pas. Le principal sujet d'achoppement est celui des réfugiés palestiniens. Arafat n'avait pu y passer outre. Si la paix israélo-palestinienne devait se faire sur le dos des Libanais, à qui on abandonnera 400 000 réfugiés palestiniens sur son territoire, une nouvelle ère de tensions est à prévoir car les communautés chrétiennes et musulmanes seront unanimes dans un même élan national. Les faits historiques sont têtus. Les grandes questions ne sont pas réglées en fonction de la Justice, mais au détriment des plus vulnérables. Seulement, les plus faibles peuvent avoir une capacité de nuisance. C'est ce qu'on appelle la force des faibles.

Quant au président syrien, Hafez el-Assad, père de l'actuel président, il avait promis un retrait de ses troupes en deux étapes, dans la Békaa libanaise d'abord, puis sur la frontière avec le Liban (sans fixer de calendrier) en évoquant l'occupation par Israël du Golan. En d'autres termes, la logique syrienne était un retrait symétrique : retrait syrien de la Békaa contre retrait israélien du Golan syrien. De quoi tergiverser et renvoyer la paix au Liban aux calendes grecques !

C'était sans compter sur la pression occidentale et notamment franco-américaine, laquelle, à la suite de l'assassinat du premier ministre libanais Hariri, provoque par le biais de l'ONU le départ des troupes syriennes du Liban au grand dam du président actuel, Bachar el-Assad.

A la pression franco-américaine et onusienne s'est ajoutée celle de la Russie, de l'Allemagne et de l'Arabie saoudite, pourvoyeuse de fonds à Damas. Le retrait allait-il s'effectuer dans l'ordre ou dans une pratique de « terre brûlée » ? En plus de perdre le Liban et sa parité stratégique face à Israël, Damas risquait d'asphyxier son poumon économique : plus de 500 000 travailleurs syriens sont actifs au Liban. Leur épargne ainsi que celle de la bourgeoisie syrienne fructifie dans les banques libanaises. Qu'advient-il de l'imbrication des économies syrienne et libanaise avec le ras-le-bol des Libanais ? Le régime syrien dominé par les Alaouites, minoritaires, survivrait-il à la débâcle libanaise ?

Il se trouve que le départ des soldats syriens, certes nécessaire, n'a pas mis fin aux agissements et aux complicités qu'un Etat a pu, au cours de trente ans d'occupation, entretenir, de gré ou de force, des amitiés réelles ou mafieuses au sein même de la population. Tout se passe comme si la communauté internationale disait au peuple libanais en souffrance : « on vous a débarrassé des soldats syriens, maintenant à vous de vous débrouiller », oubliant ou feignant d'oublier que le Liban ne peut retrouver la paix sans le règlement des questions régionales qui le dépassent et le submergent.

Qui est derrière le groupe extrémiste Fateh Al-Islam

Regards croisés sur le Hezbollah « Parti de Dieu »

Le Hezbollah se fait connaître dès 1982 dans sa lutte contre l'occupation israélienne. Mouvement libanais chiite d'obédience iranienne, il s'inspire de la Révolution islamique d'Iran. Il est dirigé par le Cheikh Hassan Nasrallah. Populaire au Liban grâce à ses activités sociales, caritatives et éducatives.

N'a pas participé à la guerre civile de 1975 à 1990. Les accords de Taëf (1989) demandent le désarmement des milices sauf du Hezbollah (en lutte contre l'occupation israélienne au Sud-Liban). Devenu parti politique en 1992 (12 députés au parlement libanais sur 128 et 7 ministres au gouvernement). Pour les politologues, c'est un mouvement activiste islamo-nationaliste, qui fait « école ». Pour beaucoup de Libanais, c'est le fer de lance de la résistance nationale à l'occupation israélienne. Selon le Hezbollah et les leaders libanais, son désarmement est une affaire intérieure.

Pour George Bush et Condoleezza Rice, il s'agit d'un mouvement terroriste. Lionel Jospin en visite en Israël (fév. 2000) accuse le Hezbollah de terrorisme. L'UE et la France refusent d'ajouter ce mouvement sur la liste des groupes terroristes (point de friction avec les USA) avant de se ranger sur la position américaine. Pour Jacques Chirac, c'était un problème complexe.

Le 11 juillet 2006, le Hezbollah enlève 2 soldats israéliens à la frontière israélo-libanaise. Le lendemain, l'armée israélienne réplique. La guerre dure 34 jours. A la suite de l'affaire concernant l'assassinat du premier ministre Hariri relative aux questions d'un tribunal international, les ministres du Hezbollah se retirent entraînant une crise politique majeure. Aux Etats-Unis, une annonce est lancée (10 septembre 2007) sur une possible attaque du Hezbollah dans les trois ans à venir¹. Il est à remarquer que cette information tombe la veille de l'anniversaire de l'attentat du World Trade Center du 11 septembre 2001.

¹ Déclaration écrite de McConnell au Congrès américain : « Nous estimons que le Hezbollah libanais (...) pourrait selon toute vraisemblance envisager des attentats sur le territoire américain au cours des trois prochaines années, s'il estimait que les Etats-Unis représentent une menace directe contre le mouvement ou en Iran ». Agence AFP du 10 septembre 2007.

dans les camps de réfugiés au nord du Liban (camp de Nahr el-Bared), accusé de liens avec la Syrie et/ou Al-Qaida ? Comment se fait-il que, devant la force politique et militaire du Hezbollah, parti et milice chiite, une force sunnite bien entraînée et extrêmement motivée (Fateh Al-Islam) était en lutte contre l'Armée libanaise et lançait des menaces d'opérer dans d'autres régions du Liban ? Est-ce une coïncidence ou un acte délibéré pour contrer l'influence du Hezbollah, force chiite au Liban ? Après trois mois de combats intensifs, l'armée libanaise annonce le 2 septembre 2007 avoir mis fin à la révolte islamiste au nord du pays. A la veille de la prochaine élection présidentielle prévue à partir du 25 septembre 2007 (un chrétien maronite doit être élu), la candidature du chef d'état-major, le général Michel Sleimane, apparaît renforcée. Celle de Riyad Salamé, président de la banque centrale, est sur les rangs.

⁵ Ghassan Tuéni. *Laissez vivre mon peuple*, Maisonneuve, Paris, 1984, p. XVII.

Les présidents du Liban (depuis l'indépendance en 1943)

Béchara El Khoury	1943 - 1952
Camille Chamoun	1952 - 1958
Fouad Chéhab	1958 - 1964
Charles Hélou	1964 - 1970
Sleiman Frangié	1970 - 1976
Elias Sarkis	1976 - 1982
Béchrir Gémayel	1982 - 1982
Amine Gémayel	1982 - 1988
René Moawad	1989 - 1989
Elias Hraoui	1989 - 1998
Emile Lahoud	1998 -

Cette situation semble avoir ouvert la voie à des négociations entre l'opposition et la majorité, respectivement du « 8 mars » et du « 14 mars »⁶, sur la base d'une élection d'un président de consensus. Cette amélioration des crispations internes est souhaitable, mais le Liban reste englué dans les enjeux régionaux et internationaux où sa volonté, même réelle, reste limitée.

Il est à prévoir que même dans le cas d'un hypothétique règlement du conflit israélo-palestinien, donc en cas de paix, le Liban et ses communautés confessionnelles vont devoir souffrir de la présence massive des réfugiés palestiniens au Liban. Certains seront indemnisés mais le gros des réfugiés est destiné à rester au Liban, qui devra assumer les conséquences du conflit. La communauté internationale sera satisfaite de se débarrasser d'un problème datant de 1948 sur le maillon faible : le Liban.

Les instances internationales pousseront vers l'intégration des Palestiniens ou ce qu'on appelle « l'implantation » de ceux-ci dans le système libanais, oubliant trois éléments importants. Toutes les communautés refusent que le conflit israélo-palestinien se règle sur le dos du Liban, lequel n'est en rien responsable du problème palestinien. De plus, les réfugiés sont dans l'immense majorité musulmans sunnites dans un pays islamo-chrétien où la majorité musulmane est chiite et où la communauté chrétienne deviendrait encore plus minoritaire. Ce déséquilibre causé par l'apport de ces musulmans sunnites dans l'échafaudage libanais sera rejeté. Enfin, les réfugiés palestiniens du Liban n'accepteront pas une issue à la crise où ils seraient exclus, alors qu'ils attendent leur retour dans leur propre pays : la Palestine.

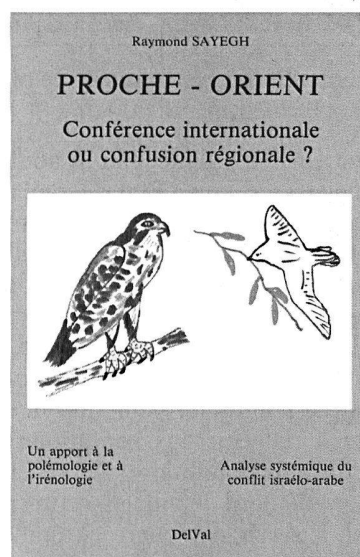
Ce serait mal connaître la réaction des communautés chrétienne et musulmane au Liban, quand celles-ci se retrouvent à l'unisson pour défendre l'unité territoriale et l'entente nationale. La paix au Liban reste la clef de

voûte de la paix régionale, mais ce pays reste otage de ses voisins et des alliés de ces derniers.

La Syrie et Israël n'ont pas cessé leurs convoitises sur le Liban depuis des décennies. Le premier en refusant d'envoyer un ambassadeur à Beyrouth et le second, dont le premier problème est l'eau, a puisé dans les eaux du Sud-Liban pendant l'occupation de vingt-deux ans. « Le Liban n'a qu'une seule richesse naturelle, mais plus vitale encore que celles que possèdent ses voisins : l'eau, qu'ils viennent y puiser par la force »⁷.

Il y a des années, à la question d'un journaliste : « Qu'aurait-il fallu tenter pour éviter tant de malheurs au Liban ? », je répondis par une boutade : « Que le Liban eût été placé entre la Suisse et le Liechtenstein ».

R.S.



Les assassinats politiques au Liban

Maarouf Saad (1975)
 Kamal Joumlatt (1977)
 Tony Frangié (1978)
 Béchrir Gémayel (1982)
 Rachid Karamé (1987)
 René Moawad (1989)
 Dany Chamoun (1990)
 Elie Hobeika (2002)
 Marwan Hamadé (blessé grièvement en 2004)
 Rafic Hariri (2005)
 Samir Kassir (2005)
 May Chidiac (blessée grièvement en 2005)
 Georges Hawi (2005)
 Gébrane Tuéni (2005)
 Walid Eido (2006)
 Pierre Gémayel (2006)
 Antoine Ghanem (2007)

⁶ En référence aux manifestations monstres organisées par le Hezbollah et ses alliés d'une part, et par la majorité d'autre part.

⁷ « L'eau et le feu » in *Liban. La vie et rien d'autre*. Op. cit., p. 85.